
Communiqué de presse

Contact presse : Johanne Ferry Dély
jfd@franceuniversites.fr — 06 07 53 06 66

Mercredi 7 juin 2023

Propositions de loi des Républicains sur l'immigration : un désastre pour l'attractivité scientifique et académique de la France.

France Universités et la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI) ont pris connaissance de la proposition de loi « pour reprendre le contrôle de la politique d'immigration, d'intégration et d'asile » déposée par les sénateurs Les Républicains (LR) le 1^{er} juin, au Sénat, ainsi que la proposition de loi constitutionnelle déposée par le groupe LR et apparentés, le 5 juin à l'Assemblée nationale. Plusieurs mesures concernent nos étudiantes et étudiants internationaux, telles que la majoration des droits d'inscription pour les étudiants hors Union européenne, la création d'une « caution retour » ou le renforcement du contrôle du « caractère réel et sérieux » des études suivies par les ressortissants étrangers.

Pour France Universités et la CDEFI, ces mesures, sur lesquelles elles n'ont pas été consultées, reflètent une absence totale de considération de nos étudiantes et étudiants internationaux, ainsi qu'une immense défiance envers notre système d'enseignement supérieur et de recherche.

De telles mesures, parfaitement inefficaces, n'apporteraient rien à un système de délivrance des titres déjà très rigoureux et viendraient accentuer la précarité financière de nos étudiantes et étudiants internationaux. Une sélection par l'argent alimenterait, en outre, une authentique marchandisation de l'enseignement supérieur français.

Les présidentes et présidents d'université, ainsi que les directrices et directeurs d'établissement tiennent à rappeler leur attachement à la tradition d'ouverture de la France en matière d'accueil des étudiantes et étudiants internationaux, et à ce qu'elles et ils bénéficient des meilleures conditions d'études dans leurs établissements d'enseignement supérieur, conformément aux objectifs du plan « Bienvenue en France » lancé en 2019, qui vise notamment à accueillir un demi-million d'étudiants étrangers d'ici à 2027.

La France se situe à la 7^e place mondiale en termes d'accueil des étudiants internationaux, très loin derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne, alors qu'elle était encore le 3^e pays d'accueil il y a dix ans.

Or, dans un contexte de relance de notre industrie, cet accueil représente une opportunité irremplaçable pour répondre aux besoins en compétences de la société et des entreprises, et renforcer les capacités d'innovation et de Recherche & Développement de notre pays. Freiner l'ambition de celles et ceux qui viennent se former en France, c'est fragiliser la compétitivité et l'excellence scientifique françaises. À cet égard, nous nous félicitons de constater que notre pays occupe toujours la 3^e place mondiale en matière d'accueil de doctorants en mobilité internationale, qui étaient 22 000 inscrits à l'université en 2020-2021, soit 40 % du total des thèses en cours.

L'accueil d'étudiants internationaux représente par ailleurs une opportunité majeure sur le plan budgétaire puisque, selon une enquête de Campus France, ils constituent un apport économique annuel de 5 milliards d'euros dont 1,35 milliard d'impact économique net.

Mettre en péril l'accueil des étudiants internationaux serait désastreux pour l'image de la France à l'étranger, porterait une atteinte grave à la francophonie, et poserait donc un problème majeur pour l'attractivité scientifique et intellectuelle et la capacité d'influence de notre pays dans le monde. C'est aussi un enjeu majeur de développement.

Aussi, à l'opposé des préconisations des Républicains, France Universités et la CDEFI souhaitent que notre nation redevienne la première puissance de l'Union européenne en matière d'accueil des étudiants et chercheurs internationaux.